



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne publique :

UNIVERSITÉ DE RENNES 1  
PÔLE DES ACHATS  
2, Rue du THABOR  
CS 46510  
35065 RENNES CEDEX

Objet du marché :

---

Fournitures de produits d'entretien, produits d'hygiène et consommables  
pour les services de l'Université de Rennes 1

---

établi en application du code de la commande publique  
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Appel d'offres ouvert européen en application du code de la commande publique  
Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5

Date et heure limites de remise des offres :

***LUNDI 8 FÉVRIER 2021 à 11H30 (Heure de Paris)***

***Référence Consultation : 2020043AOF***

***- Version établie en date du 08/01/2021***

***Attention : réponse électronique imposée  
sur la plate-forme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)***

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation .....	3
1-1-Objet .....	3
1-2-Procédure de passation.....	3
1-3-Forme du marché .....	3
Article 2 - Dispositions générales .....	3
2-1-Décomposition du marché .....	3
2-2-Durée – Délais d'exécution.....	4
2-3-Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires .....	4
2-4-Nomenclature communautaire pertinente .....	4
2-5-Modalités de financement et de paiement.....	4
2-6-Forme juridique de l'attributaire .....	4
2-7-Variantes et options.....	4
2-8-Propriété intellectuelle .....	4
2-9-Dispositions techniques particulières relative aux marchés de défense ou de sécurité .....	4
Article 3 - Dossier de consultation .....	5
3-1-Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises [DCE].....	5
3-2-Mise à disposition du Dossier de Consultation des Entreprises [DCE] par voie électronique .....	5
3-3-Modification de détail au dossier de consultation.....	5
Article 4 - Garantie.....	5
Article 5 - Délais de validité des propositions .....	5
Article 6 - Présentation des propositions.....	5
6-1-Date et heure limites de remise des offres : .....	5
6-2-Documents à produire .....	6
6-3-Langue de rédaction des propositions .....	7
6-4-Unité monétaire .....	7
6-5- Modalité de la remise des plis de manière dématérialisée .....	7
Article 7 - Modalités de réponse .....	8
Article 8 - Jugement des propositions .....	8
Article 9 - Litiges .....	9
Article 10 - Renseignements complémentaires - Correspondants.....	10

## Article 1 - Objet de la consultation

### 1-1-Objet

La consultation porte sur les prestations désignées ci-après :

#### **Fournitures de produits d'entretien, produits d'hygiène et consommables pour les services de l'université de Rennes 1**

Sites concernés :

- À Rennes (35) : tous les sites universitaires et laboratoires de recherche de l'Université de Rennes 1
- À Saint Malo (35) : le site de l'IUT 1 rue de la Croix Desilles, 35400 Saint-Malo
- À Paimpont (35) : le site de la Station Biologique, Station Biologique PAIMPONT 35380 PLELAN LE GRAND
- À Saint Brieuc (22) : le site du Pôle universitaire 18 rue Henri Wallon, 22004 Saint-Brieuc
- À Lannion (22) : les sites de l'IUT et de l'ENSSAT, 6 rue de Kerampont, CS 80518, 22305 Lannion
- À Bailleron (56) : le site de la Station de biologie marine
- À Penmarc'h (29) : le site du Musée de la Préhistoire

*Dépense annuelle moyenne estimée et non contractuelle (en Euros HT) : 150 000 €*

*A titre d'information et sans aucun caractère contractuel :*

*Au titre de l'année 2019, le montant des dépenses de fournitures de produits d'entretien, produits d'hygiène et consommables de l'Université de Rennes 1 s'est élevé à 181 700 € TTC.*

### 1-2-Procédure de passation

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert européen, en application des dispositions du code de la commande publique, et notamment des articles L. 2124-2 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et les articles R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### 1-3-Forme du marché

La consultation donnera lieu à **un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conclu sans minimum ni maximum**, suivant les dispositions des articles R. 2162-2 et R. 2162-4 3° du code.

Les prestations attendues revêtiront la forme d'opérations d'achats fractionnés et opérés par bons de commande successifs pendant la durée d'exécution des accords-cadres, conformément aux articles R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code.

L'accord-cadre susvisé est régi par les clauses du Cahier des Charges Particulières [C.C.P.] sous référence 2020047AOF fourni aux candidats et au Cahier des Charges Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services [CCAG-FCS], publié au JORF n°0066 du 19 mars 2009, non fourni par l'Administration mais réputé connu des candidats.

## Article 2 - Dispositions générales

### 2-1-Décomposition du marché

#### 2-1-1-Lots

Le présent appel d'offres n'est pas décomposé en lots au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

**Justification du non allotissement** : le présent accord-cadre est composé d'un lot unique compte-tenu du caractère homogène des fournitures objets du présent appel d'offres.

#### 2-1-2-Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### 2-1-3-Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

## 2-2-Durée – Délais d'exécution

L'accord-cadre fractionné à bons de commande sans minimum ni maximum susvisé est conclu pour une période est conclu à partir de sa notification pour une période ferme **d'une année, reconductible par tacite reconduction trois fois pour une durée supplémentaire d'un an**, sans que la durée globale ne dépasse quatre ans. Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre en avisant le titulaire par recommandé avec accusé réception, trois mois avant la date anniversaire du marché.

La date prévisionnelle de démarrage du marché susvisé est fixée au **1er AVRIL 2021** 29 Mars 2021.

Les délais d'exécution, livraison des fournitures, objets du présent accord-cadre, et de vérification de leur conformité, sont indiqués à l'article 3.1 du cahier des clauses particulières [CCP].

## 2-3-Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'Article R. 2122-4 1° du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouvel accord-cadre relatif à la livraison **de fournitures similaires**, qui seront exécutées par l'attributaire du présent accord-cadre.

Les conditions d'exécution de cet accord-cadre complémentaire seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent accord-cadre sur la base d'un descriptif des fournitures à livrer,
- Remise par l'attributaire du présent accord-cadre d'une offre de prix,
- Les conditions administratives du nouvel accord-cadre seront celles figurant au CCP N° 2020043AOF.

Cet accord-cadre complémentaire relatif à des fournitures similaires pourra être conclu pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre initial, et sa durée ne pourra excéder trois ans reconduction comprise.

## 2-4-Nomenclature communautaire pertinente

Les références aux nomenclatures européennes « Vocabulaire Commun aux marchés publics » [CPV] associées à la présente consultation sont les suivantes :

CPV : 39830000-9 – Produits de nettoyage ;

CPV : 33741100-7 – Produits pour les mains ;

CPV : 33761000-2 – Papier hygiénique.

## 2-5-Modalités de financement et de paiement

Le mode de règlement est le virement avec mandatement à 30 jours maximum.

## 2-6-Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire. En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements. En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

## 2-7-Variantes et options

### 2-7-1-Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

### 2-7-2- Prestations Supplémentaires Eventuelles (Options)

Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle à réponse obligatoire n'est demandée par le pouvoir adjudicateur dans le cahier des clauses techniques.

## 2-8-Propriété intellectuelle

Sans objet.

## 2-9-Dispositions techniques particulières relative aux marchés de défense ou de sécurité

Sans objet.

## Article 3 - Dossier de consultation

### 3-1-Contenu du Dossier de Consultation des Entreprises [DCE]

Le Dossier de Consultation des Entreprises comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation [RC] et son annexe relative aux échantillons ;
- l'Acte d'Engagement [AE] à renseigner par les candidats,
- les 2 Annexes à l'Acte d'Engagement [AE], à renseigner par les candidats,
- le CCP dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- les DC1 et DC2 à renseigner par les candidats.

### 3-2-Mise à disposition du Dossier de Consultation des Entreprises [DCE] par voie électronique

Le dossier de consultation est accessible sur la plateforme ci-après : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

#### ATTENTION :

Il est recommandé que les candidats s'authentifient sur le site suscité, en indiquant une adresse électronique (courriel) valide et permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation.

### 3-3-Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur public se réserve le droit d'envoyer au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## Article 4 - Garantie

Le présent dossier concerne à la fois l'acquisition des fournitures susvisées, ainsi que les garanties de ces différentes fournitures, et le cas échéant les extensions de garanties demandées.

## Article 5 - Délais de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

## Article 6 - Présentation des propositions

**ATTENTION** : La remise des offres devra être effectuée de manière totalement dématérialisée sur la plateforme des achats de l'Etat [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de prévoir un délai d'acheminement suffisant de manière à anticiper les aléas techniques et/ou de téléchargement suffisant de l'ensemble des pièces constitutives des candidatures et des offres. Nous vous conseillons vivement de tester dans un délai suffisant, (au moins la veille de la date limite de remise des offres) vos applications de versement de fichiers. En cas de difficultés, vous pouvez nous contacter par mail ([marches@listes.univ-rennes1.fr](mailto:marches@listes.univ-rennes1.fr)) ou par téléphone (+33 02-23-23-36-70).

### 6-1-Date et heure limites de remise des offres :

**LUNDI 8 FÉVRIER 2021 - à 11 H 30 (heure de Paris)**

## **Remise des plis par voie électronique :**

**NOTA : Les dépôts de plis devront impérativement être effectués par voie dématérialisée, suivant les modalités détaillées ci-après.**

ATTENTION : Les dossiers de soumission des candidats qui seraient remis, ou qui seraient parvenus après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas admis lors de la phase d'ouverture des plis et seront renvoyés non ouverts aux soumissionnaires.

## **6-2-Documents à produire**

### **PIECES DE LA CANDIDATURE :**

**Sont exclues de la procédure de passation des marchés les candidats concernés par les articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique.**

En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par la Commission européenne, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 (Plus de renseignements : <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd>). Si le candidat présente sa candidature sous la forme d'un DUME, ce dernier devra être rédigé en français.

Conformément aux dispositions en vigueur à compter du 01/04/18 pour les acheteurs publics, l'Université de Rennes 1 acceptera le DUME transmis par voie électronique (eDUME) à partir de la plateforme des marchés « PLACE », le mode de candidature décrit ci-après demeurant malgré tout utilisable.

Sauf en cas de remise d'une candidature par DUME), les soumissionnaires fournissent l'intégralité des pièces et des renseignements exigés ci-après. Toute candidature incomplète ou ne respectant pas les exigences formulées dans les documents de la consultation pourra être éliminée.

- Lettre de candidature et le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses co-traitants en cas de groupement (formulaire DC1 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation) ;
- Déclaration des candidats aux marchés de l'Etat (formulaire DC2 fourni aux candidats avec le présent dossier de consultation), avec notamment le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisé au cours des trois dernières années ;

#### **Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :**

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ;
- Le Pouvoir habilitant le signataire à engager la société candidate ;
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du code de la commande publique : la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Une Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Une Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, la date, et le lieu d'exécution et précisent s'elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin ;
- Les certificats de qualifications et/ou de qualité éventuellement demandés aux candidats au CCTP. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

*Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières **d'autres opérateurs économiques** sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.*

Lors de l'examen des candidatures, conformément aux articles R.2144-1 et R.2144-2 du code de la commande publique, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus étaient manquantes ou incomplètes, l'acheteur public peut décider de demander aux candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 5 jours.

#### **PIÈCES DE L'OFFRE :**

Un projet de marché comprenant :

- un Dossier technique ou mémoire méthodologique relatifs à l'exécution des prestations,
- un Acte d'Engagement fourni au présent dossier dûment renseigné par le candidat,
- les Annexes à l'Acte d'Engagement I-II jointes au DCE, **qui doivent être complétés telles quelles par le candidat.**
- **Les échantillons figurant dans l'annexe RC - Annexe n°1**

#### **ATTENTION :**

*Toute clause portée dans les conditions générales de vente des candidats, dans leurs tarifs ou dans toute autre documentation contraire aux dispositions des pièces contractuelles du marché est réputée non écrite et ne pouvant s'appliquer au présent marché.*

#### **ATTENTION :**

En raison de la dématérialisation le candidat précisera obligatoirement la(les) adresse(s) courriel (E-mail) où seront adressées les lettres de notification, lettres relatives aux offres ou candidatures non retenues. En cas d'omission ces documents seront envoyés sur les adresses des membres de la société dont le pouvoir adjudicateur peut disposer et aux risques et périls du candidat défaillant.

### **6-3-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **6-4-Unité monétaire**

L'acheteur public conclura les prestations objet du présent accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### **6-5- Modalité de la remise des plis de manière dématérialisée**

Conformément aux dispositions de l'article L.2132-2 du code de la commande publique et suivant les modalités applicables au DUME, la personne publique **impose** la transmission des offres par voie électronique suivant les dispositions ci-après.

**Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, LA SIGNATURE ELECTRONIQUE EST FACULTATIVE ET N'EST PAS EXIGEE dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.**

Les offres (fichiers) seront déposées sur la Plate-forme des achats de l'État [PLACE] accessible à l'adresse INTERNET suivante (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) « un guide utilisateur entreprise » ainsi qu'un dossier d'auto-formation téléchargeables qui précisent les conditions d'utilisation de la place de marché interministérielle : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, et notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Accompagnement et Assistance technique :

- Des consultations de tests sont disponibles pour les candidats dans l'onglet : « se préparer à répondre » ;
- Guides d'utilisation et modules d'autoformation disponibles dans le menu Aide de la plateforme.

Le service de support technique de PLACE est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés et répond aux candidats par système de tickets disponible sur la plateforme.

La transmission des offres par voie électronique doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique avant la date limite indiquée au présent Règlement de Consultation.

Afin d'éviter des blocages liés aux logiciels, le format PDF est souhaité.

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe",
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",

Les fichiers de type bordereaux des prix unitaires à renseigner par le candidat devront en revanche conserver le format Excel.

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. En effet, la réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre.

Suivant les dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique, peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents avec mention complémentaire « COPIE DE SAUVEGARDE », à l'adresse suivante :

**Université de Rennes 1 – Pôle des Achats  
2, Rue du Thabor – CS 46510  
35 065 RENNES Cedex**

*En indiquant sur le pli le numéro de dossier : 2020043AOF et NE PAS OUVRIR Marché Public.*

Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai fixé sur la page de garde du présent Règlement de Consultation.

#### **NOTIFICATION D'UNE OFFRE ÉLECTRONIQUE :**

La notification du marché se fait par voie papier. Pour ce faire, les actes d'engagement originaux seront contresignés par l'attributaire avant notification.

### **Article 7 - Modalités de réponse**

Le dossier soumis par le candidat doit comprendre les documents de la candidature et ceux relatifs à l'offre technique et commerciale.

Le candidat qui soumissionne en groupement d'entreprises, avec un sous-traitant, doit remettre les pièces de candidature demandées à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Le candidat étranger doit remettre les pièces de candidature demandées à l'article 6 du présent règlement de la consultation.

Le candidat doit impérativement joindre les pièces relatives à l'offre demandées à l'article 6 du présent règlement de consultation.

### **Article 8 - Jugement des propositions**

L'analyse des propositions soumises par les candidats donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour l'appréciation des candidatures sont les garanties et capacités techniques et financières ainsi que la capacité professionnelle. Suite à cette analyse, sont éliminés :

- les candidatures qui ne sont pas recevables ;
- les soumissionnaires dont les capacités techniques, financières et professionnelles pour la réalisation des prestations du ou des marchés seront jugées insuffisantes, après analyse des éléments fournis dans la partie candidature du pli.



Le jugement et classement des offres sera effectué suivant les dispositions prévues aux articles L.2152-7, L.2152-8, R.2152-6 et R.2152-7 du code de la commande publique au moyen des critères hiérarchisés suivants :

**CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES :**

- **Qualité technique des produits et des prestations proposés : notation sur 50 ;**  
Seront étudiés, au titre de la valeur technique :  
L'Organisation proposée (suivi commercial, expertise et conseil...)  
Les Délai de livraison  
La Qualité technique des produits  
La Qualité technique des consommables
- **Prix des produits proposés : notation sur 40 ;**
- **Démarche environnementale : notation sur 10**  
Seront étudiés, au titre de la démarche environnementale les items suivants :  
Produits écolabels  
Durabilité des lavettes  
Recyclage des contenants

Ces critères seront appréciés à partir des renseignements figurant dans les annexes I-II à l'acte d'engagement. En conséquence **toute offre qui ne comportera pas ces annexes dûment renseignées et contresignées sera écartée pour cause d'irrégularité**. Le candidat portera également à la connaissance du pouvoir adjudicateur tous documents techniques, mémoire méthodologiques, justificatifs et certifications obtenus.

Par ailleurs Le candidat devra fournir des échantillons pour chacun des lots, selon la liste annexée au présent règlement de consultation.

Ces échantillons sont gratuits. En aucun cas, ils ne pourront être facturés par le candidat.

Une proposition pourra être rejetée si le candidat n'envoie pas les échantillons demandés.

Ces échantillons seront transmis dans des paquets différents et envoyés à l'adresse suivante :

Université de RENNES 1

Pôle des Achats

2, Rue du Thabor

CS 46510

35065 RENNES Cedex

Avec les mentions suivantes:

2020043AOF – ECHANTILLONS – « **Fournitures de produits d'entretien, produits d'hygiène et consommables pour les services de l'Université de Rennes 1** »

Ces mentions devront être lisiblement indiquées sur les différents colis.

**MODALITÉS D'ATTRIBUTION :**

L'accord-cadre est attribué au candidat ayant obtenu la meilleure note pour l'ensemble des critères susmentionnés, sous réserve qu'il produise les pièces contractuelles dûment signées ainsi que les pièces prévues au 2° de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, et notamment les pièces suivantes :

- L'état annuel des certificats reçus (NOT12) à fournir par les candidats (hors dispositif DUME) ;
- Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Une Attestation assurance Responsabilité Civile en cours de validité ;

La personne publique contactera le candidat déclarée attributaire de manière écrite, afin que celui-ci lui remette les documents demandés et pièces contractuelles dûment signées, permettant la notification du marché.

<b>Article 9 - Litiges</b>
----------------------------

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE RENNES  
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte  
CS 44416 - 35000 RENNES  
Tél. : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

**Coordonnées du comité consultatif régional :**

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics  
22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1  
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h)  
Fax : 02 53 46 79 79 - Mél : [Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)

Les voies de recours contentieux ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Articles L 551-1 et R 551-1 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat ;
- Articles R 421-1 à R 421-7 du Code de justice administrative (2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme) ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés (deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique).

<b>Article 10 - Renseignements complémentaires - Correspondants</b>
---

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 5 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite à :

**Renseignements techniques :**

**Direction de l'Immobilier et de la Logistique :** [coordinateur-hygiene-locaux@univ-rennes1.fr](mailto:coordinateur-hygiene-locaux@univ-rennes1.fr)

**Renseignements administratifs :**

**Direction des Affaires Financières, Pôle des Achats**

Monsieur Philippe CONAN

Courriel : [achats@listes.univ-rennes1.fr](mailto:achats@listes.univ-rennes1.fr)

**Suite aux demandes de précisions dûment adressées, une synthèse des réponses sera adressée en temps utile à tous les candidats ayant été destinataires du dossier de consultation, par la plateforme de dématérialisation « PLACE ».**

---

Fait à UNIVERSITÉ DE RENNES 1, le 08/01/2021.

Document établi par la Direction de l'Immobilier et de la Logistique et la D.A.F.P.A. Pôle des Achats  
par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes 1